

À qui profite l'inclusion? Les femmes minoritaires et le mouvement des femmes du Québec

PAR **Marie Soleil Chrétien**

L'arrivée d'une tendance néo-corporatiste au sein de l'État québécois a entraîné une institutionnalisation de bon nombre de mouvement sociaux, préalablement menés par la spontanéité des masses (Éric Montpetit 2003, p.13). En ce qui a trait au mouvement des femmes québécois, cette institutionnalisation a conduit, dans l'imaginaire social, à la représentation de la FFQ comme étant l'ambassadrice du mouvement, voire comme le mouvement en tant que tel. De par sa reconnaissance en tant qu'organisation par l'État autant que par la société civile, la FFQ sert de courroie de revendications et d'opposition aux décisions gouvernementales sur les questions touchant les femmes. Sa renommée l'a aussi poussée à prendre la tête du projet des États généraux de l'action et de l'analyse féministe et ce, bien malgré elle. Aujourd'hui encore, il n'est pas rare d'entendre parler des états généraux de la FFQ, bien que le projet ait été mené à la fois par des organismes indépendants et par des organismes-membres de la fédération à l'échelle provinciale.

Au Québec, le mouvement des femmes a eu, et a encore aujourd'hui, la chance inouïe de voir se rassembler des femmes de diverses communautés originaires d'un peu partout dans le monde. Au fil du temps, plusieurs revendications concernant l'inclusion, la diversité mais aussi celle d'appuyer la libération des peuples autochtones et la décolonisation des discours et des gestes de tous les jours ont été adoptées et mises en pratique. Or, l'institutionnalisation de ce mouvement social notamment par la création du Conseil du statut de la femme mais aussi de la Fédération des femmes du Québec (FFQ) ne sont pas qu'un avantage pour les femmes faisant parties des minorités. Je m'intéresse ici à l'inclusion des femmes de diverses origines dans le mouvement des femmes du Québec, particulièrement au sein des

états généraux du féminisme et de la FFQ, ainsi qu'aux effets positifs et négatifs qui peuvent s'y rattacher. Je ne crois pas avoir de solution concrète, il s'agit de réflexions ayant émergées à la suite d'implication à divers niveaux dans le mouvement des femmes québécois. Réflexions qui, par ailleurs, pourraient être appliquées à bon nombre de mouvements sociaux à l'échelle du Québec.

L'hétérogénéité est sans aucun doute l'une des plus grandes qualités du mouvement des femmes. Celle-ci permet non seulement d'échanger des réflexions sur la question des multiples oppressions, elle permet également de mettre en place des modes d'action afin de s'attaquer aux divers systèmes de domination qui ralentissent l'émancipation des femmes. Par ailleurs, il ne s'agit pas seulement d'inclure les Québécoises de diverses origines dans un mouvement pour faire en sorte que ce mouvement soit inclusif et diversifié. Il faut aussi, sans l'ombre d'un doute, prendre en compte les réalités qui influencent et qui construisent le vécu de ces femmes, tout en leur laissant leur manière de s'impliquer et d'interagir dans un mouvement social. D'entrée de jeu, il est important de spécifier que j'entends par le terme Québécoises toutes les femmes vivant sur le territoire du Québec, peu importe leur statut social, économique, migratoire, etc. En ce sens, je voudrais partager ici plusieurs critiques que j'ai formulées à partir de mon expérience au sein du mouvement des femmes institutionnalisé notamment à la FFQ, et qui se sont renforcées suite à cette expérience. Je tenterai d'exposer ces différentes critiques à travers le présent texte, tout en analysant les avantages et les désavantages qu'une telle organisation peut avoir sur le mouvement des femmes à l'échelle de la province.

En novembre dernier s'est tenu le forum des États généraux de l'action et de l'analyse féministe « Notre projet féministe de société : Allons-y! » à l'initiative particulièrement de la FFQ mais aussi d'autres organisations œuvrant pour le mouvement des femmes. La démarche menant à celui-ci a duré plus de deux ans et a été le lieu de multiples activités de réflexion autour de plusieurs concepts féministes. L'un de ceux ayant été retenu est le concept d'intersectionnalité. Suite à plusieurs activités ayant pour but de familiariser les membres des divers comités de préparation du forum ainsi que des activités ouvertes à toutes, ce concept est devenu central et s'est traduit par le désir d'inclusion des femmes vivant des réalités différentes de

celle de la femme, blanche, hétérosexuelle, de classe moyenne/aisée. Ce désir d'inclusion s'est alors traduit de différentes façons. D'une part, d'importants efforts ont été mis afin d'augmenter la participation des groupes de femmes de communautés culturelles diverses, d'orientation sexuelle autre qu'hétérosexuelle, des femmes plus jeunes ou vivant dans les régions. Par ailleurs, ce désir (voire cette obsession d'inclusion) construit, d'un autre côté, une certaine marginalisation de ces femmes mais aussi un type de colonisation de leur méthode d'action.

Ainsi, il semble désormais devenu si important d'inclure le plus possible les diversités dans « notre » mouvement pour bien paraître qu'on en oublie ce qui constitue la base du concept d'inclusion, c'est-à-dire, le fait d'inclure diverses pratiques et visions à cette institution déjà construite. Il ne suffit pas d'avoir des adhérentes de diverses communautés ou d'aborder le sujet des terres autochtones occupées pour être réellement inclusives : il faut surtout reconstruire et redéfinir le mouvement des femmes qui est basé, depuis sa mise en action, sur des principes de femmes occidentales bourgeoises (Denise Dorval et al. 1978 p.11). Car, avant d'être et de devenir un mouvement plus diversifié, la FFQ et même le mouvement des femmes du Québec en ont été un de privilégiées, ayant le temps et l'argent pour militer. En effet, plusieurs contraintes, dont celle économique, ont longtemps posé un frein à la mobilisation des femmes ouvrières qui n'avaient pas de temps entre les travaux domestiques et le travail salarié pour étudier de grandes théories. Bien qu'un nouveau mouvement féministe ait commencé à voir le jour à la fin des années 1960 au Québec, celui-ci était un féminisme basé sur l'identité nationale et la souveraineté du peuple québécois. Ainsi, l'intégration du concept d'intersectionnalité dans les démarches menant au forum me semble être un pas en avant vers le changement et vers un mouvement social plus diversifié.

Un mouvement social, un forum et les autres.

Bien que le concept d'intersectionnalité ait été intégré à la démarche des états généraux, plusieurs réflexions quant à l'inclusion des femmes vivant de multiples oppressions se sont posées. Avant d'entrer dans les détails de l'inclusion des femmes issues des groupes minoritaires, je souhaite me questionner sur l'articulation même du forum. Bien que les états généraux

en tant que tels étaient présentés comme une activité de synthèse et de réflexions sur les 20 dernières années du mouvement féministe au Québec, le forum, lui, visait à « guider le mouvement féministe dans les années à venir » (section forum, <http://www.etatsgenerauxdufeminisme.ca>). Ainsi, plus de mille femmes se sont réunies pour ce forum mais dans quelle mesure peut-on dire qu'elles sont de légitimes représentantes de tout le mouvement féministe québécois ? Cette affirmation oublie de prendre en compte les féministes et les femmes qui refusent le système étatique, et celles qui refusent l'institutionnalisation d'un mouvement social qui devrait être actif jour et nuit dans toutes les sphères de la vie quotidienne, ou simplement les femmes qui n'ont pas envie de participer à ce genre d'activité pour des raisons d'ordre politique ou personnel. D'ores et déjà, on peut questionner la notion d'inclusion dans cette activité qui s'autoproclame être le mouvement. En se réclamant sans retenue d'être le principal lieu de décision pour les 20 prochaines années du mouvement des femmes, le forum laisse de côté plusieurs membres de ce mouvement et nie l'implication des femmes qui luttent au quotidien dans diverses organisations ou milieux. Selon moi, en effet, le mouvement des femmes n'est pas seulement représenté dans les institutions, il l'est dans une multitude de sphères sociales et il doit agir sur la société autant – sinon plus – que sur l'État afin d'éradiquer le système patriarcal et les autres systèmes d'oppression qui touchent les femmes.

De plus, soulever l'enjeu des prises de décision m'amène à me questionner sur la composition des participantes du forum. Plusieurs contraintes économiques, sociales ou personnelles font en sorte que des femmes de divers milieux n'ont pas pu se présenter. J'ai pu remarquer que la composition des participantes était assez uniforme bien que certaines sortaient du cadre. La majorité était des femmes travailleuses dans des groupes de femmes ou des syndicats, donc de classe moyenne/aisée et sans tomber dans le jugement, d'une certaine idéologie politique de gauche ou centre-gauche. Avec cette homogénéité des participantes, il devient facile de se poser des questions par rapport à la représentativité des organisations de femmes au Québec, notamment la FFQ et le forum des états généraux. De ce fait, lorsque le forum prend position pour le mouvement des femmes de manière quasi consensuelle, lorsqu'il représente et diffuse une idéologie féministe à tendance plutôt libérale comme étant celle du mouvement féministe québécois, il devient indispensable pour les féministes des autres courants

de répondre en se dissociant. Le mouvement féministe québécois n'est pas homogène; les féministes radicales, queer, lesbiennes, libérales, anarchistes mais aussi essentialistes font toutes partie du mouvement social qu'est le mouvement féministe et c'est ce qui fait la richesse de ce mouvement. Le féminisme est pluriel. Toutefois, quand la FFQ ou le forum prennent position, l'homogénéité apparente des adhérentes reproduit un rapport de domination et ne permet pas de prendre des positions qui représentent et respectent les multiples réalités d'oppressions que peuvent subir les femmes. Il me semble intéressant aussi de relever la question des sujets-thèmes du forum et celle du mode de fonctionnement de ce dernier. Bien que sept grands sujet-thèmes abordaient un grand nombre de questions importantes, il me semble ambitieux de croire qu'en trois jours, le forum puisse se positionner sur tous les enjeux touchant les luttes féministes et ce, de manière éclairée. Le temps consacré aux débats et à l'apprentissage des concepts et des idéologies était trop serré pour qu'une femme n'ayant pas de base théorique sur un ou des sujets donnés puisse prendre position de façon claire et éclairée. Les questions de la prostitution ou de la laïcité en sont d'excellents exemples, il s'agit là, en effet, de deux sujets forts controversés qui n'ont jamais réussi à produire un consensus parmi les féministes. Ces deux sujets ont été discutés en atelier et il y a eu prise de décision lors de la plénière. Or, je ne peux imaginer que toutes les femmes du mouvement puissent être en mesure de se positionner clairement sur la question, et si elles l'ont fait, est-ce que la position qu'elles ont exprimée est la même que celle retenue par le forum? La question à se poser est alors de savoir si les femmes en opposition aux positions votées lors de la plénière finale font partie ou non du mouvement féministe québécois. Ainsi, en prenant la parole au nom du mouvement des femmes, les États généraux et les femmes y participant ont laissé de côté un certain nombre de femmes qui, à mon sens, font aussi partie de ce mouvement.

Le forum : l'inclusion, mais à quel prix?

Bien que le forum des États généraux n'était pas un projet uniquement mené par la FFQ mais plutôt par plus d'une centaine de regroupement de femmes à travers le Québec, celle-ci détenait le monopole tant au niveau des décisions que du financement. C'est la FFQ qui faisait foi d'interlocutrice principale vis-à-vis du gouvernement provincial afin de négocier les subventions et les

ressources qui allaient être mises en place pour cet événement. Ainsi, elle détient encore un rôle hégémonique de leader du mouvement féministe québécois, tant aux yeux du gouvernement, qu'aux yeux de la population et des groupes de femmes. De plus, ce statut lui permet de créer des contacts à travers les provinces et dans toutes les sortes de milieux travaillant pour le droit des femmes. Par exemple, bien qu'elles étaient minoritaires, le forum a accueilli plus de mille femmes provenant de plusieurs communautés culturelles, sociales et économiques du Québec. Des femmes autochtones aux femmes racisées et/handicapées, des femmes provenant des Îles-de-la-Madeleine à l'Abitibi, bref une multitude de femmes avec des réalités et des vécus différents se sont réunies le temps d'une fin de semaine pour parler de l'avenir du mouvement au Québec.

À mon sens, le forum a bel et bien permis de mettre en place un lieu de rencontre non-mixte où chaque femme pouvait prendre la parole, partager son vécu et débattre pour faire connaître diverses opinions ou visions du féminisme. Toutefois, il m'apparaît utopique de dire que ce forum était un lieu de rencontre pour toutes les femmes du Québec afin d'échanger sur les sujets présentés. En effet, les frais de participation et les conditions économiques étaient un frein majeur à la venue de plusieurs. Les frais de participation ne devaient pas être un frein à la participation des femmes au forum, le site internet ainsi que les invitations spécifiaient donc qu'en cas de problème financier, il était possible de prendre une entente, par ailleurs, cette clause était peu visible et peu de femmes étaient au courant. Bien qu'une clause spécifique que toute personne n'ayant pas les moyens d'y participer pouvait contacter la FFQ afin de prendre une entente, d'autres limites économiques empêchaient la participation de certaines femmes. Les frais de transport, d'hébergement, la nourriture durant les quatre jours ou la perte de salaire sont tous des freins non-négligeables à la participation et qui n'ont pas été pris en compte.

Un autre frein à la participation est le mode de fonctionnement du forum. Bien que des efforts aient été faits pour simplifier le processus décisionnel et le cahier du forum, ils étaient peu accessibles en ce qui a trait à la compréhension pour les femmes n'étant pas familières avec cette méthode de prise de décision par la voie de la démocratie directe. Certains groupes de femmes ont offert des formations à leurs membres afin de comprendre le

processus décisionnel, mais les militantes indépendantes, ou simplement les femmes intéressées par la lutte féministe mais qui n'avaient pas les contacts pour avoir ces formations, ont été laissées de côté. De plus, les espaces de délibération et de prise de décision étaient organisés sous forme de plénière, ce qui pouvait limiter la participation d'une multitude de femmes. Or, bien que cette méthode ait pour avantage, théoriquement, de favoriser la prise de parole de toutes les participantes, elle présente également l'inconvénient de favoriser les femmes qui ont le plus de facilité à parler en public. Pour plusieurs, en effet, dire son opinion sur des sujets tabous comme la charte de la laïcité, la prostitution ou le racisme est difficile devant une centaine voire un millier de personnes*. En ce sens, les plénières favorisent la reproduction d'un rapport de domination car ce sont les femmes privilégiées, dominantes ou leader qui prennent majoritairement la parole pour convaincre les autres que leur opinion est la bonne. Ainsi, le mode de fonctionnement du forum favorisait les femmes ayant de l'expérience dans les débats en assemblée générale.

L'inclusion et la bonne conscience

Ce qui a été le plus frappant dans tout ce processus des états généraux jusqu'au forum a été la fermeté de vouloir être un mouvement social inclusif. Dès le début, les groupes de femmes marginalisées, de diverses origines ou tendances, ont été amenées à s'impliquer dans ce long processus. La question se pose à savoir sous quel prétexte cette inclusion forcée a été faite et comment a-t-elle été faite? Je répète ne pas avoir de solution ni la vérité infuse, mais je crois que d'inclure une partie d'un mouvement social dans une institution déjà bien établie avec ses propres modes de fonctionnement n'est pas la meilleure manière d'inclure sans dominer. Surtout si ladite institution fonctionne sur la base de la démocratie directe, car ce type de fonctionnement agira alors dans le sens des intérêts d'une majorité déjà établie.

Dans ce désir d'inclusion, trois grands groupes de femmes étaient visés : les femmes autochtones, les jeunes et les femmes issues des diverses communautés culturelles. La désignation des porte-paroles des états généraux me semble un bon exemple de la manière dont l'inclusion peut devenir une sorte de marginalisation. Dans ce processus, en effet, trois porte-parole ont été élues : une jeune femme lesbienne, la présidente de la FFQ et une femme

d'origine africaine. Or en mettant le spotlight sur des femmes marginalisées pour montrer qu'on est inclusive, on axe la représentation sur la différence entre les femmes, ce qui peut mener à un autre type de marginalisation et à l'utilisation de ces femmes pour créer une image. Ainsi, en ne reconnaissant pas les minorités comme des membres à part entière du mouvement féministe, mais plutôt comme des femmes marginalisées à qui on laisse la chance de devenir « normales » (et, ici, je mets de gros guillemets), on les marginalise encore plus et cette stratégie peut ressembler à l'utilisation de leur identité pour se donner une image d'un mouvement inclusif. Toutefois, ce constat n'enlève rien à leur désir de participer à ce processus d'être des porte-parole, la question est plutôt de savoir si elles ont été poussées à le faire pour démontrer l'ouverture du mouvement et l'harmonie entre féministes ou bien si elles voulaient personnellement participer à cette institution sur les bases précisées plus haut.

J'ajouterais que, ce n'est pas en allant chercher par la main des organisations qui œuvrent avec des femmes issues de divers milieux marginalisés que ces organisations seront automatiquement incluses dans le mouvement. Au mieux, elles feront parties de l'institution et se conformeront à ses diktats et à ses valeurs, au pire elles seront instrumentalisées pour répondre aux prétentions de cette institution à être inclusive et ouverte. Des groupes comme Femmes Autochtones Québec (FAQ) ont été approchés pour faire partie du long processus menant au forum. Mais, est-ce que les membres de FAQ se retrouvent dans les positions, dans le mode de fonctionnement du forum ou même tout simplement dans l'appellation de féministes. À plusieurs reprises j'ai entendu des femmes autochtones de FAQ, ou d'ailleurs, dire qu'elles sont des femmes, pas des féministes. L'idéologie féministe est un concept occidental, le système patriarcal tel qu'on le connaît a été amené ici en Amérique par les Européens. Si l'on veut inclure de manière égalitaire dans notre mouvement les femmes autochtones, il faut d'abord décoloniser notre propre discours et nos méthodes. Sinon, en demandant à un groupe minoritaire de s'inclure dans un groupe majoritaire, on lui demande de participer selon la façon de faire déjà établie.

Les mêmes remarques peuvent être émises avec les femmes racisées et ce, surtout depuis l'arrivée du débat sur la charte de la laïcité (projet de loi 60). Je crois que l'instrumentalisation et le fait d'insister énormément pour que

ces groupes marginalisés et multi-opprimés fassent partie de la FFQ et du forum, relève d'un comportement colonialiste et impérialiste de la majorité qui vise, par là, à garder sa position d'hégémonie au sein du mouvement féministe québécois. Si l'on veut éradiquer les systèmes d'oppression, patriarcal, colonialiste, capitaliste, raciste, etc. il faut d'abord commencer par arrêter nous-mêmes de reproduire ces comportements et, ensuite, il faut se questionner sur la manière dont nous voulons créer un mouvement des femmes inclusif en consultant celles qu'on veut inclure. Pour ce faire, ce mouvement devra sans aucun doute se débarrasser des structures basées sur un féminisme blanc, homogène et bourgeois qui existent depuis déjà trop longtemps. Entre temps, le mouvement des femmes ne peut se réduire à un forum, ayant une structure homogénéisante, qui prendrait des décisions pour les 15 ou 20 prochaines années, il doit être hétérogène et combattre au quotidien les oppressions qui pourraient subvenir dans ses propres rangs.

